

PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Service Loire et Bassin Loire-Bretagne

Département Délégation de Bassin

Orléans, le 26 mars 2015

Note

à

Mesdames et Messieurs les membres de
la mission d'appui technique Gemapi du
bassin Loire-Bretagne

Compétence « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (Gemapi)

EPTB et EPAGE : premiers éléments de réflexion

1. Quelles sont les complémentarités entre échelle communale et EPAGE/EPTB ?

La loi « métropoles » prévoit que les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) seront compétents à partir du 1^{er} janvier 2016 en matière de « gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations » (Gemapi).

Toutefois, afin de notamment conserver l'approche par bassin hydrographique, la loi prévoit que cette compétence peut être transférée ou déléguée à deux cas particuliers de syndicats mixtes : les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) ou les établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau (EPAGE).

En termes d'organisation, la loi définit donc **trois échelles cohérentes et complémentaires** :

- **Commune (EPCI-FP)** : échelle permettant un lien étroit et pérenne avec les fonctions qui conduisent la politique d'aménagement (cohérent avec les dispositions récentes de la loi ALUR relatives aux PLU-i) ;
- **EPAGE** : syndicat mixte en charge de la maîtrise d'ouvrage locale et de l'animation territoriale dans le domaine de l'eau à l'échelle du bassin versant de cours d'eau ;
- **EPTB** : syndicat mixte en charge de missions de coordination à l'échelle des groupements de bassins versants et de maîtrises d'ouvrage de projets d'intérêt commun.

2. Un syndicat mixte peut-il exercer tout ou partie de la compétence Gemapi sans être constitué comme EPAGE ou EPTB ?

Oui.

Toutefois, pour garantir l'exercice de la compétence Gemapi à une échelle hydrographiquement cohérente, une commune ou un EPCI-FP peut adhérer à un syndicat mixte et transférer à ce dernier la compétence Gemapi.

Ces syndicats mixtes peuvent être constitués en EPAGE (à l'échelle du sous-bassin versant hydrographique) ou en EPTB (à l'échelle d'un bassin ou d'un groupement de sous-bassins hydrographiques), selon le schéma cible proposé par la loi, mais ce n'est pas une obligation.

Dès lors, il n'y a pas d'obligation de couvrir l'ensemble des territoires du bassin Loire-Bretagne par des EPAGE et/ou des EPTB.

3. En application de la loi, y-a-t-il des territoires qui doivent être plus particulièrement couverts par des EPAGE et/ou des EPTB ?

Le principe de libre administration des collectivités fait obstacle à une adhésion obligatoire d'une commune ou d'un EPCI à fiscalité propre à un syndicat.

En revanche, les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) identifient les bassins, les sous-bassins ou les groupements de sous-bassins hydrographiques qui justifient la création ou la modification de périmètre des EPTB et EPAGE.

Pour le bassin Loire-Bretagne, **trois territoires** ont été **plus particulièrement ciblés** dans le Sdage : la **Bretagne**, le **Marais Poitevin**, l'**axe Loire moyenne**.

4. Quel est l'intérêt d'un EPAGE comparativement à un syndicat mixte classique ?

Un EPAGE est un cas particulier de syndicat mixte, dont les missions sont précisées par la loi « métropoles ».

Dès lors, **sa légitimité « politique » est accrue** dans le cadre de la mise en place des futurs schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI).

En outre, la constitution en EPAGE offre une **souplesse d'ordre juridique** : en effet, la loi autorise aux communes ou EPCI-FP le transfert **ou la délégation** de la compétence Gemapi. Contrairement au transfert qui consiste à l'abandon d'un domaine de compétence au profit de la structure délégataire, de façon définitive et sans possibilité de contrôle, la délégation de compétence (L. 1111-8 CGCT) s'organise par le biais d'une convention, à durée déterminée. Dans ce dernier cas, la compétence est exercée au nom de l'autorité délégante, qui exerce un contrôle de l'autorité délégataire.

Enfin, la loi précise qu'un syndicat constitué en EPAGE doit traiter **à la fois** de la gestion des milieux aquatiques (**Gema**) non domaniaux, et de la prévention des inondations (**Pi**). Dans ce cas, la mise en œuvre de la **politique de l'eau est davantage intégrée**. Toutefois, la prise en charge de l'ensemble de la compétence Gemapi **peut constituer une charge supplémentaire importante pour certaines structures existantes** (ex : actuels syndicats de rivière exerçant la seule compétence Gema).

5. Dès lors, d'autres territoires doivent-ils être plus particulièrement couverts par des EPAGE ?

La situation est à considérer au cas par cas.

Par ailleurs, et en dehors des territoires déjà visés dans le Sdage, les **territoires à risque d'inondation important (TRI) voire les territoires des futures stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI)** nécessitent que le scénario de la mise en place d'un EPAGE soit privilégié, du moins étudié. Il convient néanmoins de noter le cas particulier du littoral où le fonctionnement peut être un peu différent de la situation le long des cours d'eau.

L'avis des membres de la mission est plus particulièrement sollicité concernant d'éventuels autres types de territoires pour lesquels la mise en place d'un EPAGE paraît indispensable à étudier.

6. Enfin, est-il nécessaire de travailler sur des critères d'appréciation pour la reconnaissance de certains périmètres d'intervention en EPAGE et EPTB ?

Le IV de l'article L.213-12 du code de l'environnement prévoit qu'un décret en conseil d'État fixe les critères sur lesquels se fonde le préfet coordonnateur de bassin pour délimiter leurs périmètres d'intervention, et notamment « la nécessité pour l'établissement public territorial de bassin de **disposer des services permettant d'apporter à ses membres l'appui technique nécessaire pour la réalisation des missions** mentionnées aux 1°, 2°, 5° et 8° du I de l'article L.211-7 ».

A ce stade, le **projet de décret prévoit que soient vérifiés** : (1) cohérence hydrographique du périmètre d'intervention ; (2) adéquation entre missions et périmètre ; (3) capacités techniques et financières suffisantes ; (4) limitation de la superposition du périmètre au seul cas des eaux souterraines.

Sur le bassin Loire-Bretagne, des critères complémentaires doivent-ils être introduits ? Par exemple :

- si le périmètre d'un EPAGE/EPTB intersecte celui d'un ou plusieurs Sage, alors il paraît nécessaire que le périmètre du ou des Sage soit entièrement inclus ?

- est-il nécessaire de couvrir l'ensemble du bassin par des EPTB ?

L'avis des membres de la mission est plus particulièrement sollicité sur ce sujet.